



Permis de conduire : *Le grand racket, c'est pour demain !*

Juin 2014 : Le Ministère de l'intérieur se penche avec sa règle à calcul sur un **examen du permis de conduire, aujourd'hui gratuit**, et annonce, comme solution miracle aux délais d'attente, la privatisation du système...

Usagers, ne soyez pas dupes : la libéralisation ne permet ni un meilleur accès aux services ni la réduction des coûts !

Ce nouvel avatar du pacte dit « *de responsabilité* » ne peut que se traduire par une aggravation de la casse du service public et généraliser les inégalités de traitement.

L'austérité imposée aux jeunes...

Dans un dossier intitulé « *priorité jeunesse* », le Ministère de l'intérieur cherche à faire croire que cette privatisation serait bénéfique aux jeunes. Ce serait, en réalité, le droit d'acheter à loisir des places d'examen, fort lucratives, à des entreprises qui n'auraient aucun intérêt à ce que le « *client* » réussisse !

La réforme du permis de conduire, c'est la priorité aux intérêts privés de quelques entreprises agréées !

Elle met en danger des milliers de « *petites* » auto-écoles. D'une part la libéralisation du permis de conduire entraînera la disparition de centaines de centres d'examen qui seront jugés économiquement non rentables. D'autre part, seules les grosses structures pourront assumer les contraintes inhérentes à la labélisation.

Seul le service public garantit l'intérêt général et l'égalité de traitement.

Seul le statut de fonctionnaire d'Etat permet de rester imperméable à la notion de rentabilité !

Le Service Public, c'est l'affaire de tous !

Solidarité des citoyens-usagers et des enseignants et exploitants des « petites » auto-écoles avec les inspecteurs et délégués du permis de conduire et de la sécurité routière, en grève pour le recrutement d'inspecteurs et de délégués !